

Table ronde ministérielle

Aperçu de la session

Résumé

Cette transcription capture la 29ème session de la Commission des Nations Unies sur la science et la technologie pour le développement (CSTD), présentant une Table ronde ministérielle axée sur le rôle de la science, de la technologie et de l'innovation (STI) dans la réalisation des Objectifs de développement durable 2030, particulièrement à l'ère de l'intelligence artificielle. La session était modérée par Muhammadou M.O. Kah et comprenait des contributions de ministres et représentants de nombreux pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe et d'Amérique latine. La discussion a commencé par des briefings des coprésidents du Forum STI 2026, qui ont présenté les préparatifs pour le prochain forum à New York, mettant l'accent sur les thèmes d'action STI transformatrice, équitable et coordonnée. Le forum se concentrera sur des ODD spécifiques incluant l'eau (ODD 6), l'énergie (ODD 7), l'industrie et l'innovation (ODD 9), les villes durables (ODD 11), et les partenariats (ODD 17). Les ministres des pays en développement, particulièrement d'Afrique, ont souligné le besoin critique d'investissement accru dans la recherche et développement, beaucoup notant que les nations africaines accusent un retard dans l'avancement technologique.

Plusieurs intervenants ont mis en évidence l'importance de construire des capacités d'innovation indigènes et de réduire la dépendance aux transferts de technologie des nations développées. Des pays comme l'Algérie, la République démocratique du Congo et l'Afrique du Sud ont appelé à des agendas STI menés par l'Afrique et soutenus par des partenariats internationaux plutôt que par des priorités déterminées par les donateurs. Un thème récurrent tout au long des discussions était la fracture numérique et le besoin d'accès équitable aux technologies émergentes, spécialement l'intelligence artificielle. Beaucoup d'intervenants ont insisté sur le fait que l'IA et autres technologies avancées devraient être traitées comme des biens publics mondiaux plutôt que comme des privilèges de marché. Les pays ont partagé leurs stratégies nationales pour la transformation numérique, avec des exemples allant des centres d'innovation du Kenya aux initiatives de gouvernement intelligent de l'Iran et au nouveau Ministère de la Communication et de la Transformation Numérique du Mozambique. La question de la coopération internationale a dominé une grande partie du dialogue, avec des intervenants plaidant pour la coopération Sud-Sud, le transfert de technologie sous conditions favorables, et une architecture financière mondiale réformée pour soutenir les capacités STI des pays en développement.

Plusieurs ministres ont critiqué les sanctions unilatérales et les monopoles technologiques qui entravent l'accès des nations en développement aux technologies de pointe. La discussion s'est conclue par des appels à des cadres multilatéraux plus forts qui garantissent que l'IA et autres technologies émergentes servent un développement inclusif et durable pour toutes les nations.

Points clés

Points de discussion majeurs :

- Science, Technologie et Innovation (STI) comme facilitateurs de l'Agenda 2030 et des ODD : Plusieurs intervenants ont souligné comment la STI, particulièrement l'intelligence artificielle, sert de moteur critique pour atteindre les objectifs de développement durable, avec un focus sur l'ODD 9 (Industrie, Innovation et Infrastructure) et l'ODD 17 (Partenariats pour les objectifs).
- Fracture numérique et accès équitable à la technologie : Un thème récurrent à travers de nombreuses interventions était le besoin de combler les écarts technologiques entre pays développés et en

développement, garantissant que l'IA et les technologies émergentes bénéficient à toutes les nations plutôt que d'exacerber les inégalités existantes.

- Coopération internationale et partenariats : Les intervenants ont constamment appelé à une coopération Sud-Sud renforcée, au transfert de technologie, au renforcement des capacités, et à des cadres de gouvernance mondiale inclusifs pour garantir que les pays en développement puissent participer de manière significative à l'économie pilotée par l'IA.

- Stratégies nationales et cadres institutionnels : Les pays ont partagé leurs approches domestiques pour intégrer l'IA et la transformation numérique, incluant les réformes politiques, la création de ministères spécialisés, les centres d'innovation, et les cadres réglementaires pour un déploiement responsable de l'IA.

- Défis et obstacles au développement : Plusieurs intervenants ont mis en évidence les obstacles incluant le financement limité de la R&D, les déficits d'infrastructure, les sanctions unilatérales, et dans certains cas, l'occupation ou le conflit qui entravent l'accès à la technologie et l'avancement scientifique.

Objectif général :

Cette table ronde ministérielle visait à rassembler des perspectives de haut niveau sur comment la science, la technologie et l'innovation peuvent soutenir des actions transformatrices, équitables et coordonnées vers la réalisation de l'Agenda 2030 et des Objectifs de développement durable, avec un focus particulier sur le rôle de l'intelligence artificielle dans le développement durable. Ton général : La discussion a maintenu un ton constamment formel, diplomatique et collaboratif tout au long. Les intervenants étaient optimistes quant au potentiel de la STI et de l'IA pour le développement tout en reconnaissant des défis significatifs.

Le ton était constructif et tourné vers l'avenir, avec des pays partageant à la fois leurs réalisations et leurs obstacles, et soulignant le besoin de coopération multilatérale. Il y avait une urgence sous-jacente étant donné qu'il ne reste que quatre ans pour atteindre les ODD 2030, mais l'atmosphère générale demeurait positive et orientée solutions.

Intervenant(e)s de la liste fournie :

- Muhammadou M.O. Kah - Modérateur de la Table ronde ministérielle sur le rôle de la science, de la technologie et de l'innovation - Ambassadeur Gregor W. Koessler - Co-Président du Forum STI 2026, Représentant permanent de l'Autriche aux Nations Unies - Ambassadeur Chola Milambo - Co-Président du Forum STI 2026, Représentant permanent de la Zambie aux Nations Unies - Nouredine Ouadah - Ministre de l'Économie de la connaissance, des Start-ups et de la Microentreprise de l'Algérie - Marie-Thérèse Sombo Ayane Safi - Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Éducation universitaire et de la Recherche scientifique de la République démocratique du Congo - Bonginkosi Nzimande - Ministre de la Science, de la Technologie et de l'Innovation de l'Afrique du Sud - Ernesto Rodriguez Hernandez - Premier Vice-ministre, Ministère des Communications de Cuba - Mohammad Mohsen Sadr - Vice-ministre des Communications et des Technologies de l'information et Chef de l'Organisation des technologies de l'information de la République islamique d'Iran - Shaukat Abdulrazak - Secrétaire principal, Département d'État, Département de la Science, de la Recherche et de l'Innovation du Kenya - Nilsa Sandra Miquidade - Secrétaire permanente, Ministre de la Communication et de la Transformation numérique du Mozambique - Michał Gramatyka - Vice-ministre des Affaires numériques, Secrétaire d'État de la Pologne - Mohd Sijjimini Mohd - Vice-ministre de la Communication, des Technologies de l'information et de l'Innovation de la Tanzanie - Délégué chinois - Représentant spécial du Ministre de la Science et de la Technologie de la Chine (Mme Lei Wang, prononçant des remarques au nom du Ministre Yin Hejun) - Sofia Cordeiro - Directrice générale adjointe pour les Études, la Planification et l'Évaluation au Ministère de l'Éducation, de la Science et de l'Innovation du Portugal (s'exprimant au nom du Ministre Fernando Alexandre) - Nunung Nuryatunu - Adjoint pour la Politique de

développement, s'exprimant au nom de M. Arief Satria, Chef de l'Agence nationale de recherche et d'innovation d'Indonésie - Emmanuel Kwame Asiedu Antwi - Ambassadeur et Représentant permanent du Ghana (représentant le Ministre par intérim de l'Environnement, de la Science et de la Technologie et de l'Innovation) - Eunice M. Tembo Luambia - Ambassadrice de la Zambie (s'exprimant au nom du Ministre de la Science et de la Technologie) - Délégué de la Gambie - Mme Kamara, prononçant une déclaration au nom du Ministre des Communications et de l'Économie numérique - Délégué du Burkina Faso - Ambassadeur du Burkina Faso - Délégué de l'Égypte - Représentant de la délégation égyptienne - Délégué de la Palestine - Représentant de l'État de Palestine - Délégué d'Oman - Représentant du Sultanat d'Oman - Délégué de l'Arabie saoudite - Représentant du Royaume d'Arabie saoudite - Délégué de la République dominicaine (au nom des PEID) - Représentant s'exprimant au nom du Groupe des Petits États insulaires en développement

Intervenant(e)s additionnels :

- Viktors Makarovs - Envoyé spécial pour les affaires numériques au Ministère des Affaires étrangères de la Lettonie (mentionné mais n'a pas pris la parole car il n'était pas présent) - Représentant de la Ligue des États arabes - Représentant de la Ligue des États arabes (mentionné à la fin mais aucune déclaration enregistrée)

Compte rendu de la session

Résumé : 29ème Session de la Commission des Nations Unies pour la Science et la Technologie au Service du Développement - Table Ronde Ministérielle Introduction et Contexte La 29ème session de la Commission des Nations Unies pour la Science et la Technologie au Service du Développement (CSTD) a organisé une Table Ronde Ministérielle de haut niveau axée sur l'examen du rôle transformateur de la science, de la technologie et de l'innovation (STI) dans la réalisation des Objectifs de Développement Durable 2030. Modérée par Muhammadou M.O. Kah, cette session a rassemblé des ministres et des représentants de haut niveau d'Afrique, d'Asie, d'Europe et d'Amérique latine pour examiner comment exploiter les technologies émergentes pour un développement inclusif et durable. Comme l'a noté l'Ambassadeur Gregor W. Koessler d'Autriche dans ses remarques d'ouverture, « la science est et demeure notre meilleur atout pour l'avenir et notre plus grande source de solutions pour réellement atteindre les ODD », tout en reconnaissant que les technologies numériques émergentes, y compris l'intelligence artificielle, offrent des outils puissants pour réduire la pauvreté et les inégalités, assurer l'accès à l'énergie moderne et à l'eau potable, et s'attaquer à la crise climatique. Préparatifs pour le Forum STI 2026 La session a commencé par des briefings des co-présidents du Forum STI 2026, l'Ambassadeur Gregor W. Koessler d'Autriche (participant par vidéo) et l'Ambassadeur Chola Milambo de Zambie, qui ont présenté les préparatifs pour le prochain forum prévu les 6-7 mai à New York. Le thème du forum, « Science, Technologie et Innovation Transformatrices, Équitables et Coordonnées pour l'Agenda 2030 », s'aligne sur les objectifs plus larges du Forum Politique de Haut Niveau sur le Développement Durable. L'Ambassadeur Milambo a souligné que des préparatifs substantiels étaient en cours, menés par le Secrétariat, le groupe de 10 représentants de haut niveau du Secrétaire général, et l'Équipe de Travail Interagences des Nations Unies sur la STI pour les ODD. Le forum a reçu plus de 900 soumissions d'innovations du monde entier, avec une représentation significative de l'Afrique, démontrant l'appétit mondial pour présenter les innovations et promouvoir les solutions technologiques aux défis du développement durable.

Souveraineté Technologique Africaine et Autodétermination

Un thème dominant tout au long des interventions ministérielles était l'appel à la souveraineté technologique africaine et à l'autodétermination dans l'établissement de l'agenda STI. Le Ministre sud-africain Bonginkosi Nzimande a articulé cette perspective avec force : « Notre message principal, peut-être, à cette plateforme président et excellences est qu'un continent comme l'Afrique, nous sommes préoccupés, parce qu'il est pauvre, il dépend des donateurs, et les agendas STI tendent à être déterminés par les donateurs. Maintenant, nos vrais amis, nous appelons nos vrais amis à nous permettre de développer un agenda dirigé par l'Afrique, comme la stratégie de science, technologie, innovation pour l'Afrique, et ensuite soutenir cet agenda afin que le continent puisse être mieux capable de répondre à ses propres défis. » Cet appel à la souveraineté technologique a résonné tout au long des interventions africaines subséquentes. Le Ministre algérien Noureddine Ouadah a souligné l'importance d'un financement accru de la recherche et développement au sein du continent, mettant en évidence la création par l'Algérie d'un ministère dédié à l'économie de la connaissance, aux startups et aux PME. Le Secrétaire Principal du Kenya Shaukat Abdulrazak a plaidé pour « un agenda en STI pour l'Afrique en Afrique par les Africains dans un partenariat plus étroit sous les modalités Sud-Sud et Nord-Sud. » La Ministre de la République Démocratique du Congo Marie-Thérèse Sombo Ayane Safi a détaillé l'opérationnalisation par son pays du Fonds National pour la Recherche Scientifique et l'Innovation Technologique, qui permet un financement durable de la recherche tout en orientant les priorités scientifiques vers les objectifs de développement national. Stratégies STI Nationales et Cadres Institutionnels Les pays ont partagé diverses approches pour intégrer la STI dans les stratégies de développement. La Secrétaire Permanente du Mozambique Nilsa Sandra Miquidade a décrit la création d'un Ministère de la Communication et de la Transformation Numérique comme « un nouveau portefeuille gouvernemental unique dans l'histoire de 50 ans du Mozambique », opérant dans la communication, les TIC, la transformation numérique et l'innovation, et la météorologie. Le Ministre

Adjoint de Tanzanie Mohd Sijiamini Mohd a présenté l'intégration par son pays de la STI dans les secteurs clés, notant des progrès significatifs dans les solutions d'énergie renouvelable et la croissance des TIC avec plus de 50 millions d'abonnements mobiles permettant des services numériques dans la finance, l'éducation et la santé.

Le ministre adjoint de Pologne Michał Gramatyka a souligné que « l'investissement dans la recherche, l'industrie moderne, l'automatisation et la robotique est essentiel pour la croissance économique et la résilience. »

Gouvernance de l'Intelligence Artificielle et Gouvernance des Données

La discussion sur la gouvernance de l'IA a révélé à la fois une pensée convergente sur le déploiement responsable de l'IA et des approches divergentes. Le délégué de Gambie, s'exprimant en tant que vice-président du Groupe de Travail CSTD sur la Gouvernance des Données, a fourni une analyse critique : « Il ne peut y avoir d'IA significative ou équitable sans une gouvernance des données forte et fiable. La qualité, l'accessibilité et la gouvernance des données détermineront si l'IA accélère le développement ou approfondit les inégalités existantes. » La Gambie a identifié trois tensions de gouvernance clés : équilibrer la protection de la vie privée avec l'ouverture et la transparence, gérer la souveraineté des données tout en permettant des flux de données transfrontaliers fiables, et faire progresser la transformation numérique dans des capacités institutionnelles limitées. Le Ministre Adjoint iranien Mohammad Mohsen Sadr a adopté une approche axée sur la sécurité, soulignant que « l'exploration de l'IA pour le cyber-terrorisme stratégique, de sous-étape et le ciblage d'infrastructures civiles dont l'Iran est victime doit être strictement interdite. » L'Iran a également soulevé de graves allégations concernant des attaques contre les universités et écoles iraniennes, mettant en évidence les préoccupations de sécurité autour de l'infrastructure STI. L'Arabie Saoudite a déclaré 2026 l'année de l'intelligence artificielle, soulignant que « maximiser les bénéfices de l'intelligence artificielle nécessite une approche internationale équilibrée qui combine innovation et responsabilité, comble la fracture numérique, et autonomise les pays en développement pour accéder à la technologie et construire leurs capacités nationales. »

Fractures Numériques et Inégalités d'Accès

La fracture numérique persistante est apparue comme une préoccupation centrale. Le délégué égyptien a noté que « avec seulement quatre années restantes pour atteindre l'agenda 2030, et avec les progrès sur plus de la moitié des ODD hors trajectoire, le rôle de la STI est plus critique que jamais », tout en soulignant que « 118 pays, principalement du sud global, ne font pas partie des principales initiatives internationales de gouvernance de l'IA. » La République Dominicaine, représentant les Petits États Insulaires en Développement (PEID), a articulé des défis particuliers : « Les petites économies ne peuvent pas répliquer l'infrastructure computationnelle ou les détentions de données des économies plus importantes, ce qui fait de l'ouverture des modèles d'IA, des dépôts de données, et de la connaissance scientifique une question d'équité dans l'évolution de l'IA. » Le délégué palestinien a fourni un exemple frappant de barrières technologiques, notant qu'« en Palestine, nous utilisons la 3G pour la téléphonie mobile... Et nous n'avons pas accès à la 4G, sans parler de la 5G utilisée par les Israéliens. Et la Bande de Gaza, où ils utilisent encore edge, qui est même venu avant la 2G. »

Coopération Internationale et Transfert de Technologie

La discussion a révélé une tension entre les modèles traditionnels de partenariat Nord-Sud et les cadres émergents de coopération Sud-Sud. Le Premier Ministre Adjoint cubain Ernesto Rodriguez Hernandez a argumenté que « l'expérience nous a enseigné que la collaboration basée sur le respect mutuel, sur la non-ingérence dans les affaires d'autrui, et sur le transfert horizontal de connaissances apporte des solutions qui sont mieux adaptées à nos contextes spécifiques, plus que les modèles traditionnels d'assistance verticale. » Le Représentant Spécial chinois Lei Wang a présenté de vastes réseaux de coopération, notant que « la Chine a établi des partenariats de coopération S&T avec plus

de 160 pays et régions, signé 120 accords de coopération S&T intergouvernementaux et rejoint plus de 200 organisations S&T internationales et mécanismes de coopération multilatéraux. » La Directrice Générale Adjointe portugaise Sofia Cordeiro a plaidé pour des partenariats basés sur « la co-création, la confiance et le renforcement des capacités institutionnelles », tandis que l'Adjointe indonésienne Nunung Nuryatunu a argumenté que « la diplomatie scientifique devrait rester ancrée dans les principes d'inclusivité et d'humanité. Le vrai progrès n'est pas défini par la vitesse à laquelle la technologie avance. Mais par combien de personnes elle emmène avec elle. »

Défis de Financement et de Renforcement des Capacités

Le financement est apparu comme une contrainte critique à travers les interventions. Le Ministre sud-africain Nzimande a noté que « le financement demeure une contrainte critique », soulignant que « les mécanismes de financement doivent répondre à l'agenda du continent plutôt que l'inverse. » Le Secrétaire Principal kényan Abdulrazak a noté une dépense actuelle de 0,8% du PIB sur les activités STI, visant à atteindre 1% et ultimement 2%.

Le développement du capital humain a été constamment souligné, avec un focus particulier sur les jeunes, les femmes et les communautés marginalisées. La République Démocratique du Congo a créé un « incubateur de la jeunesse scientifique congolaise » qui « soutient les chercheurs et innovateurs dans la concrétisation de leurs projets. »

La Technologie comme Bien Public Mondial

Rodriguez Hernandez de Cuba a fait une contribution philosophique significative, argumentant que « la technologie ne peut pas être un privilège de marché. Plutôt, c'est un bien public mondial. » Cette perspective a trouvé du soutien de la Ministre de la République Démocratique du Congo Sombo Ayane Safi, qui a argumenté que « la science, la technologie et l'innovation devraient être vues comme des actifs publics mondiaux accessibles par tous les États. »

Défis et Barrières d'Implémentation

Malgré des interventions optimistes, les orateurs ont reconnu des défis significatifs. Le ministre adjoint tanzanien a noté « un financement limité pour la recherche et développement, des lacunes dans l'infrastructure numérique, et un accès inégal à la technologie. » L'Iran a souligné comment les « sanctions illégales » créent un « impact destructeur sur l'application de la technologie de service et l'innovation. »

Conclusion

La table ronde ministérielle a démontré une convergence sur l'importance fondamentale de la STI pour atteindre l'Agenda 2030 tout en révélant différentes approches de gouvernance, coopération et implémentation. Les thèmes clés incluaient l'appel à la souveraineté technologique des orateurs africains, l'accent sur la gouvernance des données comme prérequis pour une IA équitable, et l'encadrement de la technologie comme bien public mondial. Ces perspectives défient les approches traditionnelles de coopération au développement et suggèrent le besoin de modèles plus inclusifs et équitables de gouvernance technologique. Alors que les pays se préparent pour le Forum STI 2026, les perspectives partagées fournissent des orientations précieuses pour s'assurer que la science, la technologie et l'innovation servent comme outils pour un développement inclusif et durable pour tous.

Intervenant(e)s et Arguments

Bonginkosi Nzimande

Les STI sont centrales pour débloquer des progrès transformateurs dans la réalisation des ODD, particulièrement l'ODD 9 (industrie, innovation, infrastructure) et l'ODD 17 (partenariats)

Explication : Nzimande soutient que la science, la technologie et l'innovation sont fondamentales pour atteindre les objectifs de développement durable et nécessitent une transformation structurelle urgente plutôt qu'un changement progressif. Il souligne que les ODD ne peuvent être atteints par des approches conventionnelles.

Preuve à l'appui: Le système national d'innovation de l'Afrique du Sud comprend des institutions telles que le Technology Innovation Institute, le South African Medical Research Council et des conseils scientifiques conçus pour aligner l'innovation avec les priorités nationales et les besoins sociétaux.

Les défis persistants incluant les déficits d'infrastructure, la capacité industrielle limitée et la faible connectivité numérique continuent de limiter le développement africain

Explication : Nzimande souligne que malgré les avancées technologiques, les progrès vers l'ODD 9 restent inégaux à travers le continent africain. La pandémie de COVID-19 a particulièrement exposé les vulnérabilités dans l'innovation sanitaire et la production de vaccins, démontrant les risques de la dépendance technologique.

Preuve à l'appui : La pandémie de COVID-19 a souligné les vulnérabilités dans l'innovation sanitaire et la production de vaccins, mettant en évidence les risques de la dépendance technologique.

Un agenda STI piloté par l'Afrique devrait être développé et soutenu plutôt que des approches déterminées par les bailleurs

Explication : Nzimande exprime sa préoccupation que les agendas STI de l'Afrique tendent à être déterminés par les bailleurs en raison de la pauvreté et de la dépendance aux bailleurs. Il appelle les vrais amis à permettre à l'Afrique de développer son propre agenda comme la stratégie science, technologie, innovation pour l'Afrique et ensuite soutenir cet agenda.

Preuve à l'appui : L'Afrique est pauvre, dépendante des bailleurs, et les agendas STI tendent à être déterminés par les bailleurs. Le continent doit développer un agenda africain souverain de science, technologie et innovation.

Le financement demeure une contrainte critique, nécessitant des mécanismes qui répondent à l'agenda continental plutôt qu'aux priorités des bailleurs

Explication : Nzimande soutient que les mécanismes de financement doivent répondre à l'agenda de l'Afrique plutôt que l'inverse. Il souligne la nécessité de réformer les systèmes de propriété intellectuelle pour empêcher la fuite de propriété intellectuelle de l'Afrique vers d'autres parties du monde.

Preuve à l'appui : Il y a une préoccupation concernant la fuite de propriété intellectuelle de l'Afrique vers d'autres parties du monde, et le besoin de réformer les infrastructures et les systèmes de propriété intellectuelle.

Les stratégies STI à long terme doivent être intégrées dans les plans de développement nationaux et protégées des cycles politiques à court terme

Explication : Nzimande présente quatre impératifs politiques clés incluant les marchés publics stratégiques, les cadres réglementaires adaptatifs, et l'investissement dans le capital humain. Il souligne que les gouvernements devraient utiliser les marchés publics pour soutenir les capacités industrielles et technologiques nationales.

Preuve à l'appui : Quatre impératifs politiques clés : stratégies STI à long terme, marchés publics stratégiques, cadres réglementaires adaptatifs, et investissement dans le capital humain, avec l'éducation STEM particulièrement pour les femmes, les jeunes et les communautés marginalisées.

L'investissement dans le capital humain et l'éducation STEM, particulièrement pour les femmes, les jeunes et les communautés marginalisées, est essentiel

Explication : Nzimande souligne que l'éducation STEM, particulièrement pour les femmes, les jeunes et les communautés marginalisées, est essentielle pour des systèmes d'innovation durables et inclusifs. Il soutient que les personnes constituent la ressource clé pour l'innovation et que la technologie sans les personnes ne mène pas au développement.

Preuve à l'appui : L'éducation STEM, en particulier pour les femmes, les jeunes et les communautés marginalisées, est essentielle pour des systèmes d'innovation durables et inclusifs.

Marie-Thérèse Sombo Ayane Safi

La science, la technologie et l'innovation sont des accélérateurs essentiels de la transformation socio-économique et des moteurs clés du développement inclusif

Explication : Safi soutient que la République démocratique du Congo considère que les STI sont essentielles pour accélérer la transformation socio-économique. Le pays a entrepris des réformes audacieuses pour moderniser son système d'enseignement supérieur et positionner les universités comme acteurs clés du développement.

Preuve à l'appui : La RDC a entrepris des réformes audacieuses incluant la modernisation des infrastructures universitaires, l'équipement des laboratoires de recherche, la création de centres d'excellence thématiques, et l'intégration des technologies numériques dans l'enseignement et la recherche.

La RDC a opérationnalisé le Fonds national pour la recherche scientifique et l'innovation technologique afin de financer durablement la recherche

Explication : Safi explique que la RDC a franchi une étape importante en opérationnalisant ce mécanisme national qui permet un financement durable de la recherche, oriente les priorités scientifiques vers les objectifs du pays, et soutient des secteurs clés comme l'agriculture, la santé, l'énergie numérique, et la gestion durable des ressources.

Preuve à l'appui : Le Fonds national pour la recherche scientifique et l'innovation technologique permet un financement durable de la recherche, oriente les priorités scientifiques vers les objectifs du pays, et soutient l'agriculture, la santé, l'énergie numérique, et la gestion durable des ressources.

La RDC a créé un incubateur de la jeunesse scientifique congolaise pour accompagner les chercheurs dans la concrétisation de leurs projets

Explication : Safi décrit comment le pays a créé un incubateur pour accompagner les chercheurs et innovateurs dans la transformation des résultats de recherche en prototypes et idées d'innovation locale. Ils ont également créé des activités supplémentaires dans les universités et centres de

recherche pour identifier les projets à fort potentiel.

Preuve à l'appui : L'incubateur accompagne les chercheurs et innovateurs dans la transformation des résultats de recherche en prototypes et la fabrication d'idées d'innovation locale, avec des activités supplémentaires dans les universités et centres de recherche pour identifier les projets à fort potentiel.

La coopération internationale fondée sur la solidarité, l'équité et le transfert de connaissances avec des partenariats scientifiques bien équilibrés est essentielle

Explication : Safi souligne que la RDC appelle à des partenariats scientifiques bien équilibrés, aux transferts de technologies, et à l'accès aux plateformes scientifiques mondiales pour soutenir les réformes nationales. Le pays considère que la science, la technologie et l'innovation doivent être vues comme des biens publics mondiaux accessibles à tous les États.

Preuve à l'appui : La RDC appelle à des partenariats scientifiques bien équilibrés, aux transferts de technologies, et à l'accès aux plateformes scientifiques mondiales pour soutenir les réformes nationales, considérant les STI comme des biens publics mondiaux accessibles à tous les États.

Shaukat Abdulrazak

Les STI doivent répondre aux enjeux sociétaux par la socialisation de la science et la création de pôles pour renforcer les écosystèmes

Explication : Abdulrazak plaide pour la socialisation de la science et la création de pôles sur diverses thématiques STI pour renforcer l'écosystème STI. Il souligne l'importance de rassembler universités, institutions de recherche et secteur privé pour créer des synergies et briser les silos pour un impact sociétal plus important.

Preuve à l'appui : Le Kenya crée des pôles sur diverses thématiques STI pour renforcer l'écosystème STI, rassemblant universités, institutions de recherche et secteur privé avec l'objectif de créer des synergies et briser les silos vers un impact sociétal plus important.

Le développement de l'IA doit être guidé par les principes d'équité, de transparence, d'accessibilité et d'innovation centrée sur l'humain

Explication : Abdulrazak souligne que le Kenya reconnaît le potentiel transformateur de l'IA dans tous les secteurs mais insiste sur le fait que son développement et déploiement doivent suivre des principes directeurs spécifiques. Il met l'accent sur l'importance de combler les fractures numériques et d'assurer la participation significative de tous les pays, particulièrement du Sud global.

Preuve à l'appui : La Stratégie d'Intelligence Artificielle du Kenya 2025-2030 priorise l'infrastructure numérique, une gouvernance robuste des données, le développement des compétences et la promotion d'une IA éthique et responsable, en se concentrant sur des secteurs clés comme l'agriculture, la santé, l'éducation et la prestation de services publics.

Le sous-investissement persistant dans les STI, particulièrement en Afrique où les dépenses de R&D restent faibles, entrave les progrès vers les ODD

Explication : Abdulrazak note que le sous-investissement persistant dans les STI, particulièrement en Afrique où les dépenses de recherche et développement restent faibles, continue d'entraver les progrès vers les ODD. Il appelle à des efforts urgents pour traiter les barrières systémiques au financement des STI.

Preuve à l'appui : Le Kenya dépense actuellement environ 0,8% du PIB en activités STI et vise à améliorer à 1% et ultimement 2% selon les activités de science technologie innovation, avec des plans pour stimuler la capacité de recherche et innovation par le financement.

Le Kenya vise à augmenter les dépenses STI de 0,8% à 1% et ultimement 2% du PIB

Explication : Abdulrazak présente les objectifs financiers spécifiques du Kenya pour l'investissement STI, montrant l'engagement du pays à augmenter les dépenses de recherche et développement. Cela fait partie des efforts pour stimuler la capacité de recherche et innovation et construire un écosystème d'innovation vers la commercialisation.

Preuve à l'appui : Le Kenya dépense actuellement environ 0,8% du PIB et vise à améliorer ou passer à 1% et ultimement 2% selon les activités de science technologie innovation, dans le but de stimuler la capacité de recherche et innovation et construire un écosystème d'innovation vers la commercialisation.

Des mécanismes de financement prévisibles, adéquats et accessibles sont essentiels, soutenus par une coopération internationale renforcée

Explication : Abdulrazak appelle à des efforts urgents pour traiter les barrières systémiques au financement des STI, soulignant le besoin de mécanismes de financement prévisibles, adéquats et accessibles. Il insiste sur l'importance d'une coopération internationale renforcée, d'instruments de financement innovants et de partenariats public-privé renforcés.

Preuve à l'appui : Une réforme de l'architecture financière mondiale est nécessaire pour combler les lacunes existantes et permettre aux pays en développement de construire des écosystèmes d'innovation résilients et inclusifs, soutenus par une coopération internationale renforcée, des instruments de financement innovants et des partenariats public-privé renforcés.

Ernesto Rodriguez Hernandez

La technologie ne peut pas être un privilège de marché mais plutôt un bien public mondial qui doit être démocratisé

Explication : Rodriguez Hernandez soutient que Cuba considère que la technologie ne devrait pas être un privilège de marché mais plutôt un bien public mondial. Il appelle au rejet des monopoles technologiques et des pratiques déloyales qui entravent le développement, plaidant pour un environnement ouvert, équitable et non discriminatoire.

Preuve à l'appui : Cuba souscrit à l'appel lancé lors du sommet du G77 et de la Chine en 2023 de rejeter les monopoles technologiques et les pratiques déloyales qui entravent le développement des peuples, appelant à un environnement ouvert, équitable et non discriminatoire.

L'embargo économique, commercial et financier restreint la capacité de trouver des solutions technologiques durables

Explication : Rodriguez Hernandez explique que l'embargo économique, commercial et financier américain imposé à Cuba depuis plus de 60 ans est une politique criminelle qui a été récemment renforcée. Cet embargo empêche les importations de carburant et restreint sévèrement la capacité de Cuba à trouver des solutions technologiques durables.

Preuve à l'appui : L'embargo économique, commercial et financier imposé par le gouvernement américain à Cuba depuis plus de 60 ans a été récemment renforcé au point d'empêcher les importations de carburant et de violer fréquemment le droit international et la Charte de l'ONU.

La coopération Sud-Sud et triangulaire sont des piliers fondamentaux pour combler les écarts en STI

Explication : Rodriguez Hernandez souligne que Cuba réitère la nécessité de prioriser la coopération Sud-Sud et triangulaire comme piliers fondamentaux pour combler les écarts en science, technologie et innovation. Il soutient que ces approches permettent aux pays d'optimiser leur potentiel et de compléter leurs ressources.

Preuve à l'appui : L'expérience a enseigné que la collaboration basée sur le respect mutuel, la non-ingérence dans les affaires d'autrui et le transfert horizontal de connaissances apporte des solutions mieux adaptées aux contextes spécifiques, davantage que les modèles traditionnels d'assistance verticale.

La réforme de l'architecture financière internationale est nécessaire pour fournir des flux financiers suffisants et prévisibles

Explication : Rodriguez Hernandez appelle à une réforme urgente de l'architecture financière internationale pour s'assurer qu'elle soit plus inclusive et représentative. Cette réforme devrait fournir des flux financiers suffisants et prévisibles qui permettent aux pays d'investir dans l'infrastructure numérique, la recherche scientifique et la formation du capital humain.

Preuve à l'appui : La réforme devrait fournir des flux financiers suffisants et prévisibles qui permettraient aux pays d'investir dans l'infrastructure numérique, dans la recherche scientifique et dans la formation du capital humain, comblant ainsi les écarts technologiques qui laissent des millions de personnes pour compte.

Nunung Nuryatunu

La STI sert de langage universel pour la paix et d'instrument principal pour atteindre l'agenda 2030 dans un contexte de volatilité mondiale

Explication : Nuryatunu soutient qu'alors que les tensions géopolitiques et les conflits mondiaux menacent la stabilité, la science, la technologie et l'innovation doivent servir de langage universel pour la paix et d'instrument principal pour atteindre l'agenda 2030. Pour l'Indonésie, la STI n'est pas seulement un moteur de croissance économique mais un pilier central du développement inclusif.

Preuve à l'appui : L'Indonésie a entrepris une réforme significative en consolidant les capacités de recherche nationales sous BRIN pour éliminer la fragmentation, intégrant 121 sites de recherche en huit clusters nationaux et renforçant environ 45 parcs scientifiques et technologiques à travers l'archipel.

Sofia Cordeiro

La science et la technologie sont des moteurs fondamentaux de voies transformatrices et équitables, nécessitant des politiques publiques orientées vers des missions

Explication : Cordeiro soutient que le Portugal prône un alignement fort entre les STI et les politiques publiques orientées vers des missions, dirigeant les efforts scientifiques et technologiques vers des objectifs sociétaux concrets tels que la neutralité climatique, la transformation numérique et l'inclusion sociale. Cette approche garantit que l'IA et les STI contribuent à la compétitivité, à l'équité, à la cohésion territoriale et à l'inclusion.

Preuve à l'appui : Des programmes comme Horizon Europe illustrent comment l'excellence scientifique

peut être efficacement liée aux écosystèmes d'innovation et à l'impact sociétal. L'agenda portugais sur l'intelligence artificielle et la stratégie numérique renforcent cette approche orientée vers des missions.

Des partenariats basés sur la co-crédation, la confiance et le renforcement des capacités institutionnelles sont nécessaires pour combler les écarts en STI

Explication : Cordeiro souligne que combler les écarts en STI, en particulier dans les pays en développement et les pays les moins avancés, nécessite des partenariats basés sur la co-crédation, la confiance et le renforcement des capacités institutionnelles. Elle met en évidence que les domaines de technologies de pointe dépendent de réseaux de connaissances mondiaux et nécessitent une gouvernance responsable favorisant la transparence et la non-discrimination.

Preuve à l'appui : Le Portugal s'engage activement dans des initiatives européennes et internationales telles que l'AI Factory dirigée par l'Espagne et l'entreprise commune EuroHPC, qui fournissent une infrastructure informatique partagée et soutiennent le développement d'applications d'IA dignes de confiance à travers le monde.

Délégué d'Égypte

Les STI fournissent une base pour des partenariats mondiaux plus solides grâce au partage des connaissances et au transfert de technologie

Explication : Le délégué de l'Égypte soutient que les STI servent de catalyseur clé pour atteindre l'ODD 9 et l'ODD 17, fournissant une base pour des partenariats mondiaux plus solides en facilitant le partage des connaissances, le transfert de technologie et l'action internationale coordonnée. L'avancement rapide des technologies de pointe crée de nouvelles opportunités pour l'industrialisation inclusive et l'innovation.

Preuve à l'appui : L'avancement rapide des technologies de pointe et la croissance substantielle de la génération de données transforment la recherche et le développement, créant de nouvelles opportunités pour l'industrialisation inclusive et l'innovation, qui sont les objectifs fondamentaux de l'ODD 9.

118 pays, principalement du Sud global, ne font pas partie des principales initiatives internationales de gouvernance de l'IA, ce qui doit changer

Explication : Le délégué de l'Égypte souligne une lacune critique dans la gouvernance de l'IA, notant que 118 pays, principalement du Sud global, sont exclus des principales initiatives internationales de gouvernance de l'IA. Il soutient que la gouvernance des technologies émergentes ne peut être façonnée par quelques acteurs seulement et doit être plus inclusive.

Preuve à l'appui : Aujourd'hui, 118 pays, principalement du Sud global, ne font pas partie des principales initiatives internationales de gouvernance de l'IA.

L'élargissement de la fracture numérique entre les pays et les capacités inégales en STI constituent des obstacles majeurs au développement inclusif

Explication : Le délégué de l'Égypte identifie des défis significatifs incluant l'élargissement de la fracture numérique entre les pays et les capacités inégales en STI, particulièrement dans le Sud global, comme obstacles majeurs au développement inclusif. Il avertit que sans politiques globales et investissement adéquat, les technologies émergentes comme l'IA risquent d'exacerber les inégalités existantes.

Preuve à l'appui : Sans politiques globales et investissement adéquat, les technologies émergentes

telles que l'IA risquent d'exacerber les inégalités existantes plutôt que de les réduire.

Noureddine Ouadah

L'Algérie a créé un ministère dédié à l'économie de la connaissance, aux startups et aux PME comme signal fort de l'importance de l'innovation

Explication : Ouadah explique que l'Algérie a mis en place un ministère dédié à l'économie de la connaissance, aux startups et aux PME en 2020, ce qui représente un signal fort de la part des dirigeants du pays que l'innovation est l'un des acteurs les plus importants pour le développement du continent africain. À partir de 2022, ils ont lancé la conférence africaine des startups pour promouvoir le travail collaboratif entre les pays africains.

Preuve à l'appui : L'Algérie a commencé à travailler en 2020 au sein de ce ministère et à partir de 2022 a lancé la conférence africaine des startups pour faire travailler ensemble les pays africains dans la construction d'un écosystème innovant.

Mohammad Mohsen Sadr

L'exploitation de l'IA pour le cyber-terrorisme stratégique et le ciblage des infrastructures civiles doit être strictement interdite

Explication : Sadr lance un avertissement grave selon lequel l'exploitation de l'IA pour le cyber-terrorisme stratégique et le ciblage des infrastructures civiles, dont l'Iran est victime, doit être strictement interdite. Il appelle à des cadres fondés sur la justice pour garantir que l'IA reste un outil au service de la dignité humaine, et non une arme d'agression et de terreur.

Preuve à l'appui : L'Iran a été victime d'actes allant de l'assassinat de personnes et de scientifiques aux attaques contre des étudiants, qui constituent des violations flagrantes des conventions internationales et du Protocole additionnel aux Conventions de Genève.

Les mesures coercitives unilatérales empêchent les nations d'accéder aux ressources essentielles cruciales pour le progrès technologique

Explication : Sadr souligne l'impact destructeur des mesures coercitives unilatérales illégales sur l'application de la science, de la technologie et de l'innovation, particulièrement l'IA, pour le développement durable. Ces mesures empêchent les nations d'accéder aux ressources et technologies essentielles cruciales pour progresser vers les objectifs de développement durable.

Preuve à l'appui : Les sanctions illégales empêchent les nations d'accéder aux ressources et technologies essentielles qui sont cruciales pour progresser vers la vision des VCs, le Pacte numérique mondial, et les objectifs de développement durable.

Nilsa Sandra Miquidade

La réglementation de l'IA ne devrait pas entraver l'avancement de l'innovation tout en garantissant un usage éthique approprié et une surveillance nationale

Explication : Miquidade explique que le Mozambique considère la réglementation de l'IA comme cruciale pour assurer une réglementation appropriée et un usage éthique, considérant l'adoption et la réglementation de l'intelligence artificielle comme une question de surveillance nationale. Cependant, ils estiment que la réglementation de l'IA ne devrait pas entraver l'avancement de l'innovation dans ce

domaine spécifique. Preuve à l'appui : Le Mozambique a approuvé la Politique et Stratégie nationales pour la science, la technologie et l'innovation en 2024, et a créé une Commission nationale pour l'intelligence artificielle en mars 2026 en tant qu'organe consultatif pour le gouvernement et les questions scientifiques et sécuritaires liées à l'IA.

Le Kenya a approuvé la Politique et Stratégie nationales pour la science, la technologie et l'innovation afin de promouvoir une économie fondée sur la connaissance

Explication : Miquidade explique qu'en 2024, via la Résolution n° 39 du 23 juillet, le Mozambique a approuvé la Politique et Stratégie nationales pour la science, la technologie et l'innovation. Cet instrument vise à faire du Mozambique un pays développé et durable avec une économie fondée sur la connaissance, portée par l'innovation et l'usage massif de technologies de pointe et émergentes telles que l'IA.

Preuve à l'appui : La politique vise à faire du Mozambique un pays développé et durable avec une économie fondée sur la connaissance, portée par l'innovation et l'usage massif de technologies de pointe et émergentes telles que l'IA dans les activités économiques et sociales.

Délégué de la Gambie

Il ne peut y avoir d'IA significative ou équitable sans une gouvernance des données solide et fiable

Explication : Le délégué de la Gambie souligne que pour des pays comme la Gambie, le défi ne réside pas seulement dans l'accès aux technologies d'IA, mais dans la capacité à les gouverner efficacement et à s'assurer qu'elles apportent des bénéfices tangibles aux populations. Il insiste sur le fait que la qualité, l'accessibilité et la gouvernance des données détermineront si l'IA accélère le développement ou creuse les inégalités existantes.

Preuve à l'appui : La Gambie a renforcé les écosystèmes de gouvernance des données grâce à une loi sur la protection et la confidentialité des données, une politique nationale des données validée en 2025, et une stratégie de données ouvertes pour 2024-2027, complétées par des investissements dans l'infrastructure numérique incluant des systèmes interopérables, l'identité numérique et des plateformes d'échange de données sécurisées.

Délégué de la République dominicaine (au nom des PEID)

Les petites économies ne peuvent pas reproduire l'infrastructure informatique des grandes économies, rendant l'ouverture des modèles d'IA essentielle pour l'équité

Explication : Le délégué de la République dominicaine, s'exprimant au nom des SIDS, soutient que les petites économies ne peuvent pas reproduire l'infrastructure informatique ou les bases de données des grandes économies, ce qui fait de l'ouverture des modèles d'IA, des référentiels de données et des connaissances scientifiques une question d'équité dans l'évolution de l'IA. Ils soulignent la nécessité de licences ouvertes, de mandats d'accès public et de dispositions de partage de données.

Preuve à l'appui : Cela inclut les licences ouvertes pour les jeux de données d'IA, les mandats d'accès public pour la recherche financée par des fonds publics, et les dispositions sur le partage de données et les normes ouvertes dans l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce.

Délégué de l'Arabie saoudite

La gouvernance de l'IA nécessite une approche internationale équilibrée alliant innovation et responsabilité

Explication : Le délégué de l'Arabie Saoudite affirme que maximiser les bénéfices de l'IA nécessite une approche internationale équilibrée qui combine innovation et responsabilité, comble la fracture numérique, et permet aux pays en développement d'accéder à la technologie et de développer leurs capacités nationales. Il souligne la nécessité d'une coopération internationale multilatérale pour échanger expertise et meilleures pratiques.

Preuve à l'appui : L'Arabie Saoudite a déclaré 2026 année de l'intelligence artificielle et a lancé la Stratégie Nationale pour les Données et l'Intelligence Artificielle, dirigée par l'Autorité Saoudienne des Données et de l'Intelligence Artificielle, avec l'objectif de construire une économie numérique axée sur les données.

Délégué de la Palestine

L'occupation israélienne crée des obstacles à l'accès aux technologies et limite le développement des infrastructures en Palestine

Explication : Le délégué palestinien explique que bien que la Palestine dispose de plateformes locales, l'ouverture internationale est très limitée ou parfois impossible en raison de l'occupation israélienne. L'infrastructure existe mais il n'y a pas de liberté de mouvement pour les personnes et les biens en territoire palestinien occupé, et l'occupation demeure le plus grand obstacle à l'accès aux technologies et à la concrétisation des projets.

Preuve à l'appui : En Palestine, ils utilisent la 3G pour la téléphonie mobile et n'ont pas accès à la 4G, sans parler de la 5G utilisée par les Israéliens. Dans la bande de Gaza, ils utilisent encore la technologie Edge qui précédait la 2G.

Mohd Sijamini Mohd

Une coopération internationale renforcée en matière de transfert de technologie et de renforcement des capacités est cruciale pour les pays en développement

Explication : Mohd souligne que la Tanzanie appelle à une coopération internationale renforcée en matière de transfert de technologie et de renforcement des capacités, à un investissement accru dans la recherche, au renforcement des partenariats public-privé pour soutenir les écosystèmes d'innovation, et à l'expansion de l'infrastructure numérique pour combler la fracture numérique.

Preuve à l'appui : La Tanzanie a progressé dans l'expansion des solutions d'énergie renouvelable, particulièrement solaire et hydroélectrique, et la croissance rapide des TIC avec plus de 50 millions d'abonnements mobiles a permis des services numériques dans les secteurs de la finance, de l'éducation et de la santé.

La Tanzanie développe les plateformes d'apprentissage numérique et renforce l'éducation STEM pour doter les jeunes de compétences pertinentes

Explication : Mohd explique que la Tanzanie intègre les STI dans les secteurs clés pour favoriser un développement transformateur et équitable, la science permettant une élaboration de politiques éclairées et le renforcement des capacités institutionnelles. En éducation, ils développent les

plateformes d'apprentissage numérique et renforcent l'éducation STEM pour doter les jeunes de compétences pertinentes.

Preuve à l'appui : En éducation, la Tanzanie développe les plateformes d'apprentissage numérique et renforce l'éducation STEM pour doter les jeunes de compétences pertinentes. En santé, la recherche scientifique continue de soutenir la lutte contre des maladies telles que le paludisme et la tuberculose.

Emmanuel Kwame Asiedu Antwi:

Le Ghana développe des parcs STI comme centres dynamiques pour la commercialisation de la recherche et la croissance des startups

Explication : Antwi explique que le Ghana fait progresser un cadre de financement national intégré et poursuit activement des partenariats innovants pour combler les lacunes en ressources. Une priorité phare est le développement de parcs scientifiques, technologiques et d'innovation, soutenus par le travail de renforcement des capacités de la CNUCED, le Ghana finalisant une feuille de route nationale et un plan d'action pour ces parcs.

Preuve à l'appui : Soutenus par le travail de renforcement des capacités de la CNUCED, le Ghana finalise une feuille de route nationale et un plan d'action pour les parcs STI qui serviront de centres dynamiques pour la commercialisation de la recherche, la croissance des startups, le transfert de technologie et le développement des compétences, particulièrement dans l'innovation, les énergies renouvelables, l'agri-tech et les solutions de santé.

Eunice M. Tembo Luambia

La Zambie met en œuvre une stratégie nationale de transformation numérique couvrant 2023-2027 avec cinq piliers principaux

Explication : Luambia explique que la Zambie met en œuvre sa stratégie nationale de transformation numérique couvrant 2023 à 2027, qui vise à intégrer les technologies numériques dans tous les secteurs pour améliorer la productivité, créer des emplois et promouvoir la croissance économique. La stratégie s'appuie sur la Vision 2030 de la Zambie pour se transformer en une société numériquement automatisée.

Preuve à l'appui : La stratégie se concentre sur cinq piliers principaux : l'infrastructure numérique, les plateformes numériques, les services numériques, la littératie et les compétences numériques, et l'innovation et l'entrepreneuriat numériques, essentiels pour atteindre une économie numérique pleinement fonctionnelle.

Michał Gramatyka

La Pologne soutient le développement durable basé sur une croissance responsable grâce à des stratégies claires à long terme

Explication : Gramatyka explique que la Pologne soutient le développement durable basé sur une croissance responsable, c'est-à-dire construire une économie forte et compétitive grâce à de nouvelles idées et technologies tout en s'assurant qu'aucun groupe social ne soit laissé pour compte. Cette approche se concentre sur la qualité de l'économie et sa valeur pour l'humanité plutôt que sur la seule taille du PIB.

Preuve à l'appui : La Pologne met l'accent sur l'investissement dans la recherche, l'industrie moderne,

l'automatisation et la robotique comme éléments essentiels pour la croissance économique et la résilience, tout en s'assurant que la transition technologique soit équitable pour la société et inclut les régions qui dépendent des industries traditionnelles.

Les compétences des personnes sont extrêmement importantes, nécessitant davantage d'ingénieurs, de spécialistes IT et d'experts en sciences et technologies

Explication : Gramatyka souligne que les compétences des personnes sont extrêmement importantes pour l'innovation, nécessitant davantage d'ingénieurs, de spécialistes IT et d'experts en sciences et technologies. Il insiste sur la nécessité d'améliorer les compétences numériques dans toute la société, soutenant que les personnes sont la ressource clé pour l'innovation et que la technologie sans les personnes ne mène pas au développement.

Preuve à l'appui : La Pologne souligne la nécessité d'avoir davantage d'ingénieurs, de spécialistes IT et d'experts en sciences et technologies, ainsi que d'améliorer les compétences numériques dans toute la société, reconnaissant que les personnes sont la ressource clé pour l'innovation.

Délégué de la Chine

La Chine a établi des partenariats de coopération STI avec plus de 160 pays et régions, promouvant une gouvernance mondiale inclusive

Explication : Le délégué chinois explique que la Chine a continué à favoriser un environnement ouvert pour les STI et l'innovation, s'engageant profondément dans la gouvernance mondiale des STI et travaillant avec les pays du monde entier pour relever les défis mondiaux et construire des partenariats gagnant-gagnant. La Chine a établi des partenariats de coopération STI avec plus de 160 pays et régions.

Preuve à l'appui : La Chine a signé 120 accords de coopération STI intergouvernementaux, rejoint plus de 200 organisations STI internationales et mécanismes de coopération multilatérale, et lancé l'Initiative de coopération STI internationale et l'initiative sur la coopération internationale dans les espaces ouverts.

Délégué du Burkina Faso

La coopération régionale au sein des institutions sous-régionales offre la meilleure approche pour le développement technologique

Explication : Le délégué du Burkina Faso soutient que la coopération régionale au sein des institutions de la sous-région constitue la meilleure approche possible pour le développement des STI. Il souligne également que les partenariats Sud-Sud offrent des possibilités spécifiques pour la coopération triangulaire, le financement du transfert de technologies et les initiatives locales.

Preuve à l'appui : Les partenariats Sud-Sud offrent des possibilités spécifiques pour la coopération triangulaire, pour le financement du transfert de technologies et les initiatives locales, tandis que les partenariats public-privé sont cruciaux pour assurer des écosystèmes d'innovation durables.

Chola Milambo

Le Forum STI 2026 se concentrera sur les systèmes hydriques transformateurs, les technologies d'énergie propre et les innovations qui façonnent l'avenir pour le développement durable

Explication : Milambo a présenté trois sessions thématiques pour le Forum STI : transformer les systèmes hydriques par la science et la technologie, alimenter le développement durable par les technologies d'énergie propre, et façonner l'avenir pour les STI en période d'incertitude et de changement. Ces sessions examineront les derniers développements en STI avec un fort potentiel d'accélération des progrès dans les solutions hydriques, énergétiques et urbaines.

Preuve à l'appui : La Session 1 examinera les développements STI pour l'eau et l'assainissement (ODD 6), l'infrastructure hydrique et la prestation de services (ODD 9), et les villes comme accélérateurs de solutions STI (ODD 11). La Session 2 explorera les technologies d'énergie propre (ODD 7) et l'innovation en infrastructure énergétique. La Session 3 considérera comment les STI peuvent aider les décideurs à anticiper et répondre aux risques systémiques.

Plus de 900 soumissions d'innovations ont été reçues à l'échelle mondiale pour la vitrine du Forum STI, avec une représentation significative de l'Afrique

Explication : Milambo a souligné que le Forum offre une opportunité de présenter des innovations révolutionnaires et de promouvoir des solutions technologiques prometteuses aux défis critiques du développement durable, particulièrement dans les contextes à ressources limitées. Le nombre élevé de soumissions, notamment d'Afrique, démontre la capacité d'innovation croissante dans les régions en développement.

Preuve à l'appui : L'appel à innovations de cette année a été annoncé et a été clôturé, avec plus de 900 soumissions reçues du monde entier, incluant un nombre significatif d'Afrique. Les innovations sélectionnées seront présentées au Forum STI, atteignant un public mondial de décideurs politiques, d'experts et d'innovateurs.

L'équilibre entre les sexes et l'inclusion significative des jeunes sont priorités dans l'organisation et la participation au Forum STI

Explication : Milambo a souligné l'engagement des co-présidents à assurer l'équilibre entre les sexes et l'inclusion significative des jeunes dans le Forum, y compris dans la sélection des modérateurs et panélistes. Cette approche reconnaît l'importance des perspectives diverses et le rôle de la prochaine génération dans la conduite de l'innovation.

Preuve à l'appui : En tant que co-présidents, nous nous engageons à assurer pratiquement l'équilibre entre les sexes et l'inclusion significative des jeunes, y compris la sélection des modérateurs et panélistes.

Délégué d'Oman

L'IA doit être utilisée de manière responsable dans l'agriculture et d'autres secteurs économiques avec une réglementation appropriée et des normes éthiques

Explication : Le délégué d'Oman a souligné l'importance d'utiliser l'intelligence artificielle de manière responsable dans divers secteurs, particulièrement l'agriculture et d'autres domaines de l'économie. Il a insisté sur la nécessité d'une réglementation appropriée et d'un usage éthique de l'IA tout en développant les capacités nationales pour l'avancement technologique.

Preuve à l'appui : Oman a intégré les principes de l'IA dans ses programmes de développement depuis 2020 et souligne la nécessité d'assurer un usage responsable de l'IA afin de développer les capacités nationales.

Le transfert de technologie et la coopération internationale sont essentiels pour que les pays en développement puissent bénéficier des transformations technologiques

Explication : Le délégué d'Oman a souligné le besoin critique de consolider les transferts de technologie pour s'assurer que les pays en développement puissent bénéficier des transformations technologiques. Il a mis l'accent sur l'importance de la coopération internationale pour soutenir la science, la technologie et l'intelligence artificielle pour le développement.

Preuve à l'appui : Il est important de consolider les transferts de technologies afin de s'assurer que les pays en développement puissent bénéficier des transformations technologiques.

Muhammadou M.O. Kah

Le Forum STI représente une contribution cruciale au thème 2026 d'ECOSOC et au Forum politique de haut niveau sur le développement durable

Explication : Kah a souligné que la Table ronde ministérielle sur les STI représente les contributions de la Commission au thème 2026 du Conseil économique et social et du Forum politique de haut niveau sur le développement durable. Cela démontre le rôle intégral de la science, de la technologie et de l'innovation dans la réalisation de l'Agenda 2030 et de ses Objectifs de développement durable.

Preuve à l'appui : Cette Table ronde ministérielle représente les contributions de la Commission au thème 2026 du Conseil économique et social et du Forum politique de haut niveau sur le développement durable ainsi qu'à la mise en œuvre de sa Déclaration ministérielle de 2025.

Ambassadeur Gregor W. Koessler

Le Forum STI sert de composante multilatérale et multi-parties prenantes de la mise en œuvre des ODD liée au HLPF

Explication : Koessler a expliqué que le Forum STI est étroitement lié au Forum politique de haut niveau et représente la composante multilatérale et multi-parties prenantes de la mise en œuvre des ODD. Le forum vise à présenter des technologies à fort impact et des solutions pratiques et innovantes tout en facilitant des discussions approfondies et le partage des enseignements tirés.

Preuve à l'appui : Le Forum STI est étroitement lié au forum politique de haut niveau HLPF et représente la composante multilatérale et multi-parties prenantes de la mise en œuvre des ODD, visant à présenter des technologies à fort impact et des solutions pratiques et innovantes.

Les technologies numériques émergentes, y compris l'IA, offrent des outils puissants pour réduire la pauvreté, les inégalités et lutter contre la crise climatique

Explication : Koessler a soutenu que la science reste le meilleur pari pour l'avenir et la plus grande source de solutions pour atteindre les ODD. Il a souligné que les technologies numériques émergentes, y compris l'intelligence artificielle, offrent des outils puissants pour réduire la pauvreté et les inégalités, assurer l'accès à l'énergie moderne et à l'eau potable, et lutter contre la crise climatique.

Preuve à l'appui : Les technologies numériques émergentes, y compris l'intelligence artificielle, offrent des outils puissants pour réduire la pauvreté et les inégalités, assurer l'accès à l'énergie moderne et à l'eau potable, offrir un avenir meilleur pour tous et lutter contre la crise climatique.

Le Forum STI devrait servir de plateforme d'optimisme et d'autonomisation, en particulier pour

les jeunes

Explication : Koessler a souligné que bien qu'il soit facile d'être submergé par les défis et crises mondiaux, le Forum STI devrait être utilisé comme une plateforme d'optimisme et d'autonomisation, particulièrement pour les jeunes. Cette approche reconnaît l'importance d'inspirer la prochaine génération à s'engager avec les solutions scientifiques et technologiques.

Preuve à l'appui : En ce moment, il est facile d'être submergé par tous les défis et crises du monde. Nous voulons donc aussi utiliser le Forum STI comme une plateforme d'optimisme et d'autonomisation, en particulier pour les jeunes.

Analyse approfondie

Ententes

Points d'accords

Les STI comme catalyseur fondamental pour atteindre les ODD et le développement durable:

Intervenant(e)s : Bonginkosi Nzimande, Marie-Thérèse Sombo Ayane Safi, Shaukat Abdulrazak, Egypt Delegate, Ambassador Chola Milambo, Muhammadou M.O. Kah, Ambassador Gregor W. Koessler; Arguments: Les STI sont essentielles pour débloquer des progrès transformateurs dans la réalisation des ODD, particulièrement l'ODD 9 (industrie, innovation, infrastructure) et l'ODD 17 (partenariats) Les sciences, technologies et innovations sont des accélérateurs essentiels de la transformation socio-économique et des moteurs clés du développement inclusif. Les STI doivent aborder les enjeux sociétaux par la socialisation de la science et la création de pôles pour renforcer les écosystèmes. Les STI fournissent les fondements de partenariats mondiaux plus solides grâce au partage des connaissances et au transfert de technologies. Le Forum STI 2026 se concentrera sur les systèmes hydriques transformateurs, les technologies d'énergie propre et les innovations façonnant l'avenir pour le développement durable. Le Forum STI représente une contribution cruciale au thème ECOSOC 2026 et au Forum politique de haut niveau sur le développement durable. Les technologies numériques émergentes, y compris l'IA, offrent des outils puissants pour réduire la pauvreté, les inégalités et s'attaquer à la crise climatique;

Résumé: Plusieurs intervenants ont convenu que les sciences, technologies et innovations sont des facilitateurs fondamentaux pour atteindre l'Agenda 2030 et les ODD, nécessitant des approches transformatrices plutôt qu'incrémentales;

Sujets: Technologies de l'information et de la communication pour le développement | Développement social et économique;

Nécessité de coopération internationale et de transfert de technologie pour combler les écarts en STI:

Intervenant(e)s : Bonginkosi Nzimande, Marie-Thérèse Sombo Ayane Safi, Ernesto Rodriguez Hernandez, Sofia Cordeiro, Mohd Sijiamini Mohd, Chinese Delegate, Burkina Faso Delegate, Oman Delegate;

Arguments: Un agenda STI piloté par l'Afrique devrait être développé et soutenu plutôt que des approches déterminées par les bailleurs. La coopération internationale basée sur la solidarité, l'équité et le transfert de connaissances avec des partenariats scientifiques bien équilibrés est essentielle. La coopération Sud-Sud et triangulaire sont des piliers fondamentaux pour combler les écarts STI. Des partenariats basés sur la co-création, la confiance et le renforcement des capacités institutionnelles sont nécessaires pour combler les écarts STI. Une coopération internationale renforcée en matière de transfert de technologies et de renforcement des capacités est cruciale pour les pays en développement. La Chine a établi des partenariats de coopération STI avec plus de 160 pays et régions, promouvant une gouvernance mondiale inclusive. La coopération régionale au sein d'institutions sous-régionales offre la meilleure approche pour le développement technologique. Le transfert de technologies et la coopération internationale sont essentiels pour que les pays en développement bénéficient des transformations technologiques;

Résumé: Les intervenants ont constamment souligné l'importance critique de la coopération internationale, du transfert de technologies et des partenariats pour combler les écarts STI, particulièrement pour les pays en développement;

Sujets: L'environnement favorable au développement numérique | Technologies de l'information et de la communication pour le développement;

Importance du renforcement des capacités et du développement du capital humain en STI:

Intervenant(e)s : Bonginkosi Nzimande, Marie-Thérèse Sombo Ayane Safi, Shaukat Abdulrazak, Mohd Sijiamini Mohd, Michał Gramatyka, Ambassador Chola Milambo, Ambassador Gregor W. Koessler; Arguments: L'investissement dans le capital humain et l'éducation STEM, en particulier pour les femmes, les jeunes et les communautés marginalisées, est essentiel. La RDC a créé un incubateur de la jeunesse scientifique congolaise pour soutenir les chercheurs dans la concrétisation de leurs projets. Des mécanismes de financement prévisibles, adéquats et accessibles sont essentiels, soutenus par une coopération internationale renforcée. La Tanzanie étend les plateformes d'apprentissage numérique et renforce l'éducation STEM pour doter les jeunes de compétences pertinentes. Les compétences des personnes sont extrêmement importantes, nécessitant plus d'ingénieurs, de spécialistes IT et d'experts en sciences et technologies. Plus de 900 soumissions d'innovations ont été reçues mondialement pour le Forum STI, avec une représentation significative de l'Afrique. Le Forum STI devrait servir de plateforme d'optimisme et d'autonomisation, en particulier pour les jeunes;

Résumé: Plusieurs intervenants ont convenu de l'importance critique d'investir dans le capital humain, l'éducation STEM et le renforcement des capacités, particulièrement pour les jeunes, les femmes et les communautés marginalisées;

Sujets: Développement des capacités | Droits de l'homme et dimensions éthiques de la société de l'information;

Nécessité d'une gouvernance responsable de l'IA et d'une mise en œuvre éthique:

Intervenant(e)s: Shaukat Abdulrazak, Mohammad Mohsen Sadr, Nilsa Sandra Miquidade, Délégué de la Gambie, Délégué de l'Arabie Saoudite, Délégué d'Oman;

Arguments: Le développement de l'IA doit être guidé par des principes d'équité, de transparence, d'accessibilité et d'innovation centrée sur l'humain. L'exploitation de l'IA pour le cyber-terrorisme stratégique et le ciblage d'infrastructures civiles doit être strictement interdite. La réglementation de l'IA ne devrait pas inhiber l'avancement de l'innovation tout en assurant un usage éthique approprié et une surveillance nationale. Il ne peut y avoir d'IA significative ou équitable sans une gouvernance des données solide et fiable. La gouvernance de l'IA nécessite une approche internationale équilibrée combinant innovation et responsabilité. L'IA doit être utilisée de manière responsable dans l'agriculture et d'autres secteurs économiques avec une réglementation appropriée et des normes éthiques;

Résumé: Les intervenants ont convenu de la nécessité d'une gouvernance responsable de l'IA qui équilibre innovation avec considérations éthiques, sécurité et accès équitable;

Sujets: Intelligence artificielle | Droits de l'homme et dimensions éthiques de la société de l'information;

Fractures numériques persistantes et inégalités dans l'accès aux technologies:

Intervenant(e)s : Bonginkosi Nzimande, Ernesto Rodriguez Hernandez, Mohammad Mohsen Sadr, Délégué d'Egypte, Délégué de la République dominicaine (au nom des PEID), Délégué de Palestine;

Arguments: Des défis persistants incluant les déficits d'infrastructure, la capacité industrielle limitée et la faible connectivité numérique continuent de limiter le développement africain. L'embargo économique, commercial et financier restreint la capacité de trouver des solutions technologiques durables. Les mesures coercitives unilatérales empêchent les nations d'accéder aux ressources essentielles cruciales pour le progrès technologique. La fracture numérique croissante entre pays et les capacités STI inégales posent des barrières majeures au développement inclusif. Les petites économies ne peuvent répliquer l'infrastructure computationnelle des grandes économies, rendant l'ouverture des modèles d'IA essentielle pour l'équité. L'occupation israélienne crée des barrières à l'accès technologique et limite le développement d'infrastructures en Palestine;

Résumé: Les intervenants ont identifié diverses barrières à l'accès technologique incluant les déficits d'infrastructure, les sanctions, l'occupation et les contraintes économiques qui perpétuent les fractures numériques;

Sujets: Comblent toutes les fractures numériques | Droits de l'homme et dimensions éthiques de la société de l'information;

Nécessité d'un financement et d'investissements adéquats dans le développement des STI:

Intervenant(e)s : Bonginkosi Nzimande, Marie-Thérèse Sombo Ayane Safi, Shaukat Abdulrazak, Ernesto Rodriguez Hernandez;

Arguments: Le financement demeure une contrainte critique, nécessitant des mécanismes qui répondent à l'agenda continental plutôt qu'aux priorités des bailleurs. La RDC a opérationnalisé le Fonds National pour la Recherche Scientifique et l'Innovation Technologique pour financer durablement la recherche. Le sous-investissement persistant dans les STI, particulièrement en Afrique où les dépenses R&D restent faibles, et qui contraint le progrès des ODD. La réforme de l'architecture financière internationale est nécessaire pour fournir des flux financiers suffisants et prévisibles;

Résumé: Les intervenants ont convenu qu'un financement inadéquat est une contrainte majeure au développement STI, nécessitant des mécanismes financiers réformés et un investissement accru;

Sujets: Mécanismes financiers | L'environnement favorable au développement numérique

Points de vues similaires

Les deux intervenants ont souligné la **nécessité pour les pays en développement d'avoir la souveraineté sur leurs agendas STI plutôt que d'être soumis à un contrôle externe** ou à des approches axées sur le marché :

Intervenant(e)s : Bonginkosi Nzimande, Ernesto Rodriguez Hernandez;

Arguments: Un agenda STI piloté par l'Afrique devrait être développé et soutenu plutôt que des approches déterminées par les bailleurs. La technologie ne peut être un privilège de marché mais plutôt un bien public mondial qui doit être démocratisé;

Sujets: L'environnement favorable au développement numérique | Droits de l'homme et dimensions éthiques de la société de l'information;

Ces pays africains mettent en œuvre des **stratégies et institutions nationales concrètes pour renforcer leurs écosystèmes STI grâce à des mécanismes de financement dédiés** et des infrastructures d'innovation:

Intervenant(e)s : Marie-Thérèse Sombo Ayane Safi, Shaukat Abdulrazak, Emmanuel Kwame Asiedu Antwi;;

Arguments: La RDC a opérationnalisé le Fonds National pour la Recherche Scientifique et l'Innovation Technologique pour financer durablement la recherche. Le Kenya vise à augmenter les dépenses STI de 0,8% à 1% et ultimement 2% du PIB. Le Ghana développe des parcs STI comme centres dynamiques pour la commercialisation de la recherche et la croissance des startups;

Sujets: L'environnement favorable au développement numérique | Mécanismes financiers;

Ces intervenants ont souligné comment les **contraintes politiques et économiques externes** (sanctions, embargos, occupation) créent des obstacles à l'accès aux technologies et au développement des STI:

Intervenant(e)s : Mohammad Mohsen Sadr, Ernesto Rodriguez Hernandez, Palestine Delegate;

Arguments : Les mesures coercitives unilatérales empêchent les nations d'accéder aux ressources essentielles cruciales pour le progrès technologique. L'embargo économique, commercial et financier restreint la capacité de trouver des solutions technologiques durables. L'occupation israélienne crée des barrières à l'accès technologique et limite le développement d'infrastructures en Palestine;

Sujets: Comblent toutes les fractures numériques | Droits de l'homme et dimensions éthiques de la société de l'information;

—
Ces pays mettent en œuvre des **stratégies nationales globales pour la transformation numérique et le développement des STI avec des visions à long terme claires** et des approches structurées:

Intervenant(e)s : Nilsa Sandra Miquidade, Eunice M. Tembo Luambia, Michał Gramatyka;

Arguments : Le Kenya a approuvé la Politique et Stratégie Nationales pour les Sciences, Technologies et Innovations pour stimuler l'économie basée sur la connaissance. La Zambie met en œuvre une stratégie nationale de transformation numérique couvrant 2023-2027 avec cinq piliers principaux. La Pologne soutient le développement durable basé sur une croissance responsable grâce à des stratégies claires à long terme;

Sujets: Technologies de l'information et de la communication pour le développement | L'environnement favorable au développement numérique

Ententes inattendues

Mise d'accent sur l'autonomisation des jeunes et l'inclusion de genre dans les STI :

Intervenant(e)s : Bonginkosi Nzimande, Marie-Thérèse Sombo Ayane Safi, Ambassador Chola Milambo, Ambassador Gregor W. Koessler;

Arguments : L'investissement dans le capital humain et l'éducation STEM, en particulier pour les femmes, les jeunes et les communautés marginalisées, est essentiel. La RDC a créé un incubateur de la jeunesse scientifique congolaise pour soutenir les chercheurs dans la concrétisation de leurs projets. L'équilibre entre les sexes et l'inclusion significative des jeunes sont priorités dans l'organisation et la participation au Forum STI. Le Forum STI devrait servir de plateforme d'optimisme et d'autonomisation, en particulier pour les jeunes;

Explication : Il y a eu un consensus fort et inattendu entre différentes régions et niveaux de développement sur la priorisation de l'inclusion des jeunes et du genre dans les initiatives STI, suggérant que cela est perçu comme universellement critique pour le développement durable;

Sujets: Développement des capacités | Droits de l'homme et dimensions éthiques de la société de l'information;

Reconnaissance de la gouvernance des données comme fondamentale au développement de l'IA:

Intervenant(e)s : Nilsa Sandra Miquidade, Délégué de la Gambie;

Arguments : La réglementation de l'IA ne devrait pas inhiber l'avancement de l'innovation tout en garantissant un usage éthique approprié et une surveillance nationale. Il ne peut y avoir d'IA significative ou équitable sans une gouvernance des données solide et fiable;

Explication : Le fort consensus sur la gouvernance des données comme fondement du développement de l'IA était inattendu compte tenu de la complexité technique de la question, mais montre une prise de conscience croissante du rôle central des données dans l'équité de l'IA;

Sujets: Gouvernance des données | Intelligence artificielle;

—
Appel à ce que la technologie soit un bien public mondial plutôt qu'un privilège de marché:

Intervenant(e)s : Ernesto Rodriguez Hernandez, Marie-Thérèse Sombo Ayane Safi;

Arguments : La technologie ne peut être un privilège de marché mais plutôt un bien public mondial qui doit être démocratisé. La coopération internationale basée sur la solidarité, l'équité et le transfert de connaissances avec des partenariats scientifiques bien équilibrés est essentielle;

Explication : Le consensus sur le traitement de la technologie comme bien public mondial représente un alignement inattendu sur ce qui pourrait être perçu comme un repositionnement radical des droits d'accès à la technologie;

Sujets: Droits de l'homme et dimensions éthiques de la société de l'information | L'environnement favorable au développement numérique

Évaluation globale

Résumé : Un fort consensus a émergé autour des STI comme facilitateur fondamental pour les ODD, le besoin de coopération internationale et de transfert de technologie, l'importance du renforcement des capacités et du développement du capital humain, la gouvernance responsable de l'IA, la réduction des fractures numériques, et un financement adéquat pour le développement STI;

Niveau d'entente : Haut niveau de consensus entre divers intervenants de différentes régions et niveaux de développement, indiquant un large accord sur les priorités STI fondamentales pour le développement durable. Le consensus suggère une base solide pour une action internationale coordonnée sur les STI pour le développement, bien que des défis de mise en œuvre demeurent concernant les mécanismes de financement et la résolution des barrières structurelles à l'accès technologique.

Différences

Différents points de vue

Approche de la réglementation et gouvernance de l'IA:

Intervenant(e)s : Mohammad Mohsen Sadr, Nilsa Sandra Miquidade, Délégué saoudien;

Arguments : L'exploitation de l'IA pour le cyber-terrorisme stratégique et le ciblage d'infrastructures civiles doit être strictement interdite. La réglementation de l'IA ne devrait pas inhiber l'avancement de l'innovation tout en garantissant un usage éthique approprié et une surveillance nationale. La gouvernance de l'IA nécessite une approche internationale équilibrée combinant innovation et responsabilité;

Résumé : L'Iran met l'accent sur l'interdiction stricte de l'IA pour le cyber-terrorisme et les armes, tandis que le Mozambique et l'Arabie Saoudite se concentrent sur l'équilibre entre réglementation et promotion de l'innovation. L'Iran adopte une position plus axée sur la sécurité en raison d'être victime d'attaques facilitées par l'IA, tandis que d'autres priorisent le développement économique par l'IA.;

Sujets: Intelligence artificielle | Droits de l'homme et dimensions éthiques de la société de l'information;

Mécanismes de transfert de technologie et dépendance:

Intervenant(e)s : Bonginkosi Nzimande, Ernesto Rodriguez Hernandez, Délégué de Chine;

Arguments : Un agenda STI dirigé par l'Afrique devrait être développé et soutenu plutôt que des approches déterminées par les donateurs. La coopération Sud-Sud et triangulaire sont des piliers fondamentaux pour combler les écarts STI. La Chine a établi des partenariats de coopération STI avec plus de 160 pays et régions, promouvant une gouvernance mondiale inclusive;

Résumé : L'Afrique du Sud plaide pour la souveraineté africaine dans l'établissement de l'agenda STI pour éviter la dépendance aux donateurs, Cuba met l'accent sur la coopération horizontale Sud-Sud plutôt que l'assistance verticale, tandis que la Chine promeut son modèle étendu de coopération bilatérale. Le désaccord porte sur la question de savoir si les partenariats traditionnels Nord-Sud peuvent être réformés ou devraient être remplacés par des modèles alternatifs.;

Sujets : Coopération internationale et transfert de technologie | L'environnement favorable au développement numérique;

Rôle des mesures unilatérales et sanctions dans l'accès aux technologies:

Intervenant(e)s : Mohammad Mohsen Sadr, Ernesto Rodriguez Hernandez, Délégué de Palestine;

Arguments : Les mesures coercitives unilatérales empêchent les nations d'accéder aux ressources essentielles cruciales pour le progrès technologique. L'embargo économique, commercial et financier restreint la capacité à trouver des solutions technologiques durables. L'occupation israélienne crée des barrières à l'accès technologique et limite le développement d'infrastructures en Palestine;

Résumé : L'Iran, Cuba et la Palestine citent tous des restrictions externes mais de sources différentes - l'Iran et Cuba se concentrent sur les sanctions américaines comme violations du droit international, tandis que la Palestine aborde spécifiquement l'occupation israélienne. Ils s'accordent sur l'impact négatif mais identifient différents auteurs et cadres juridiques.

Sujets: Fracture numérique et inégalités d'accès technologique | Droits de l'homme et dimensions éthiques de la société de l'information | L'environnement favorable au développement numérique

Évaluation globale

Résumé : Les principaux domaines de désaccord se sont concentrés sur les approches de gouvernance de l'IA (équilibre sécurité et innovation), les mécanismes de transfert de technologie (modèles de souveraineté vs partenariat), et l'impact des mesures unilatérales sur l'accès à la technologie. De plus, il y a eu des accords partiels sur les besoins de financement, l'inclusivité de l'IA et le développement du capital humain, mais avec des solutions proposées différentes.

Niveau de désaccord : Désaccord modéré avec des implications significatives. Bien que les intervenants aient partagé des objectifs communs concernant le développement inclusif des STI et la réalisation des ODD, ils ont proposé des approches fondamentalement différentes basées sur leurs positions géopolitiques et leurs expériences de développement. Les désaccords reflètent des tensions plus profondes entre souveraineté et coopération, sécurité et innovation, et modèles de gouvernance traditionnels ou alternatifs. Ces différences pourraient compliquer la construction de consensus sur les cadres de gouvernance mondiale des STI et pourraient nécessiter des compromis ou des approches parallèles pour accommoder les diverses priorités et contraintes nationales.

Différences inattendues

Gouvernance des données comme prérequis au développement de l'IA:

Intervenant(e)s : Déléguée de la Gambie, Délégué de l'Arabie saoudite, Nilsa Sandra Miquidade;

Arguments : Il ne peut y avoir d'IA significative ou équitable sans une gouvernance des données solide et fiable. La gouvernance de l'IA nécessite une approche internationale équilibrée combinant innovation et responsabilité. La réglementation de l'IA ne devrait pas inhiber l'avancement de l'innovation tout en garantissant un usage éthique approprié et une surveillance nationale;

Explication : Alors que la plupart des intervenants ont discuté de la gouvernance de l'IA en termes généraux, la Gambie a uniquement positionné la gouvernance des données comme prérequis fondamental pour une IA équitable, déclarant 'Il ne peut y avoir d'IA significative ou équitable sans une gouvernance des données solide et fiable.' Cela contraste avec d'autres intervenants qui ont traité la gouvernance des données comme un composant parmi d'autres dans le développement de l'IA, représentant un accent inattendu sur les données comme couche fondamentale.

Sujets : Gouvernance des données | Intelligence artificielle;

Technologie comme bien public mondial versus marchandise:

Intervenant(e)s : Ernesto Rodriguez Hernandez, Délégué de Chine, Sofia Cordeiro;

Arguments: La technologie ne peut être un privilège de marché mais plutôt un bien public mondial qui doit être démocratisé La Chine a établi des partenariats de coopération STI avec plus de 160 pays et régions, promouvant une gouvernance mondiale inclusive Des partenariats basés sur la co-création, la confiance et le renforcement des capacités institutionnelles sont nécessaires pour combler les écarts STI; Explication : Cuba a explicitement présenté la technologie comme un 'bien public mondial' qui devrait être démocratisé, tandis que la Chine a mis l'accent sur les partenariats bilatéraux et le Portugal s'est concentré sur le renforcement des capacités institutionnelles. Cela représente une division philosophique inattendue sur la question de savoir si la technologie devrait être traitée comme un bien commun ou gérée par le biais de cadres de partenariat traditionnels, Cuba adoptant la position la plus radicale sur la démocratisation technologique.; Sujets: L'environnement favorable au développement numérique | Les droits de l'homme et les dimensions éthiques de la société de l'information

Ententes partielles

Ententes partielles

Tous les intervenants s'accordent sur la **nécessité d'augmenter le financement des STI et la coopération internationale**, mais divergent sur la structure. L'Afrique du Sud veut un financement piloté par l'Afrique qui réponde aux priorités continentales, le Kenya appelle à une coopération internationale renforcée et des instruments de financement innovants, tandis que la RDC met l'accent sur des partenariats équilibrés et considère les STI comme des biens publics mondiaux. Ils partagent l'objectif d'un financement adéquat mais diffèrent sur les mécanismes de gouvernance et de contrôle.

Intervenant(e)s : Bonginkosi Nzimande, Shaukat Abdulrazak, Marie-Thérèse Sombo Ayane Safi;

Arguments : Le financement demeure une contrainte critique, nécessitant des mécanismes qui répondent à l'agenda continental plutôt qu'aux priorités des donateurs. Des mécanismes de financement prévisibles, adéquats et accessibles sont essentiels, soutenus par une coopération internationale renforcée. La coopération internationale basée sur la solidarité, l'équité et le transfert de connaissances avec des partenariats scientifiques bien équilibrés est essentielle;

Sujets: Financement et Investissement dans le Développement des STI | Coopération Internationale et Transfert de Technologie;

Tous les intervenants s'accordent sur le fait que la **gouvernance actuelle de l'IA n'est pas inclusive et inéquitable**, mais proposent des solutions différentes. L'Égypte appelle à une participation plus large aux initiatives de gouvernance existantes, les PEID mettent l'accent sur les modèles d'IA ouverts et le partage de données, tandis que la Gambie se concentre sur la gouvernance des données comme fondement. Ils partagent l'objectif d'une gouvernance inclusive de l'IA mais diffèrent sur la réforme des structures existantes ou la création de nouveaux cadres.

Intervenant(e)s : Délégué d'Égypte, Délégué de la République dominicaine (au nom des PEID), Délégué la Gambie;

Arguments : 118 pays, principalement du Sud global, ne font pas partie des principales initiatives internationales de gouvernance de l'IA, ce qui doit changer. Les petites économies ne peuvent pas reproduire l'infrastructure computationnelle des grandes économies, rendant l'ouverture des modèles d'IA essentielle pour l'équité. Il ne peut y avoir d'IA significative ou équitable sans une gouvernance des données solide et fiable;

Sujets: Gouvernance de l'Intelligence Artificielle et Mise en Œuvre Éthique | Fracture Numérique et Inégalités d'Accès à la Technologie;

Tous les intervenants s'accordent sur l'**importance critique du développement du capital humain et de l'éducation STEM**, mais mettent l'accent sur différents aspects. L'Afrique du Sud se concentre sur l'inclusion des groupes marginalisés, la Pologne met l'accent sur les compétences techniques et la littératie numérique dans toute la société, tandis que le Kenya fournit des objectifs de dépenses spécifiques. Ils s'accordent sur l'objectif de renforcer les capacités humaines mais diffèrent sur les priorités et les approches de mise en œuvre.

Intervenant(e)s : Bonginkosi Nzimande, Michał Gramatyka, Shaukat Abdulrazak;

Arguments: L'investissement dans le capital humain et l'éducation STEM, en particulier pour les femmes, les jeunes et les communautés marginalisées, est essentiel. Les compétences des personnes sont extrêmement importantes, nécessitant plus d'ingénieurs, de spécialistes IT et d'experts en science et technologie. Le Kenya vise à augmenter les dépenses STI de 0,8% à 1% et ultimement 2% du PIB;

Sujets : Renforcement des Capacités et Développement du Capital Humain | L'environnement favorable au développement numérique

Points de vue similaires

Les deux intervenants ont souligné la **nécessité pour les pays en développement d'avoir la souveraineté sur leurs agendas STI plutôt que d'être soumis à un contrôle externe** ou à des approches axées sur le marché :

Intervenant(e)s : Bonginkosi Nzimande, Ernesto Rodriguez Hernandez;

Arguments : Un agenda STI dirigé par l'Afrique devrait être développé et soutenu plutôt que des approches déterminées par les donateurs. La technologie ne peut pas être un privilège de marché mais plutôt un bien public mondial qui doit être démocratisé;

Sujets : L'environnement favorable au développement numérique | Les droits de l'homme et les dimensions éthiques de la société de l'information;

—

Ces pays africains mettent en œuvre des **stratégies et institutions nationales concrètes pour renforcer leurs écosystèmes STI** grâce à des mécanismes de financement dédiés et des infrastructures d'innovation:

Intervenant(e)s : Marie-Thérèse Sombo Ayane Safi, Shaukat Abdulrazak, Emmanuel Kwame Asiedu Antwi:

Arguments : La RDC a opérationnalisé le Fonds National pour la Recherche Scientifique et l'Innovation Technologique pour financer durablement la recherche. Le Kenya vise à augmenter les dépenses STI de 0,8% à 1% et ultimement 2% du PIB. Le Ghana développe des parcs STI comme centres dynamiques pour la commercialisation de la recherche et la croissance des startups;

Sujets: L'environnement favorable au développement numérique | Mécanismes financiers;

—

Ces intervenants ont souligné comment les **contraintes politiques et économiques externes** (sanctions, embargos, occupation) créent des obstacles à l'accès aux technologies et au développement des STI:

Intervenant(e)s: Mohammad Mohsen Sadr, Ernesto Rodriguez Hernandez, Délégué de Palestine;

Arguments: Les mesures coercitives unilatérales empêchent les nations d'accéder aux ressources essentielles cruciales pour le progrès technologique. L'embargo économique, commercial et financier restreint la capacité à trouver des solutions technologiques durables. L'occupation israélienne crée des barrières à l'accès technologique et limite le développement des infrastructures en Palestine;

Sujets: Comblent toutes les fractures numériques | Les droits de l'homme et les dimensions éthiques de la société de l'information;

—

Ces pays mettent en œuvre des **stratégies nationales globales de transformation numérique et de développement STI avec des visions à long terme claires** et des approches structurées:

Intervenant(e)s : Nilsa Sandra Miquidade, Eunice M. Tembo Luambia, Michał Gramatyka;

Arguments: Le Kenya a approuvé la Politique et Stratégie Nationale pour la Science, la Technologie et l'Innovation pour stimuler l'économie basée sur la connaissance. La Zambie met en œuvre une stratégie nationale de transformation numérique couvrant 2023-2027 avec cinq piliers principaux. La

Pologne soutient le développement durable basé sur une croissance responsable grâce à des stratégies claires à long terme;

Sujets: Technologies de l'information et de la communication pour le développement | L'environnement favorable au développement numérique

Points clés à retenir

Points clés à retenir

La Science, la Technologie et l'Innovation (STI) sont reconnues comme des facilitateurs fondamentaux pour atteindre les Objectifs de Développement Durable 2030, en particulier l'ODD 9 (industrie, innovation, infrastructure) et l'ODD 17 (partenariats). La gouvernance de l'Intelligence Artificielle nécessite des cadres inclusifs et éthiques qui équilibrent innovation et responsabilité, garantissant un accès équitable et prévenant l'usage abusif pour le cyber-terrorisme ou le ciblage de civils. Une fracture numérique significative persiste entre pays développés et en développement, avec 118 pays (principalement du Sud global) ne participant pas aux principales initiatives internationales de gouvernance de l'IA. La coopération internationale doit passer d'approches dirigées par les donateurs à des approches dirigées par les bénéficiaires, soutenant particulièrement les agendas STI dirigés par l'Afrique et les partenariats Sud-Sud. Les cadres de politique STI nationaux nécessitent des stratégies à long terme intégrées dans les plans de développement, un financement adéquat (ciblant 1-2% du PIB pour la R&D), et une forte coordination institutionnelle. Le développement du capital humain par l'éducation STEM, particulièrement pour les femmes, les jeunes et les communautés marginalisées, est essentiel pour des écosystèmes STI inclusifs. La gouvernance des données est fondamentale pour l'adoption responsable de l'IA, nécessitant des cadres juridiques et réglementaires robustes pour la protection et la gestion des données. La technologie devrait être traitée comme un bien public mondial plutôt qu'un privilège de marché, avec l'accent sur la science ouverte et l'accès démocratisé.

Résolutions et mesures à prendre

Préparation pour le Forum STI 2026 (6-7 mai) avec focus sur les STI transformatrices, équitables et coordonnées pour l'Agenda 2030.

Trois sessions thématiques prévues :

- (1) Transformer les Systèmes Hydriques,
- (2) Alimenter le Développement Durable par l'Énergie Propre,
- (3) Façonner l'Avenir des STI en Temps d'Incertitude.

Appel pour une coopération internationale renforcée dans les programmes de transfert de technologie et de renforcement des capacités. Développement de parcs STI et centres d'innovation comme mécanismes concrets de mise en œuvre. Renforcement des cadres réglementaires pour la gouvernance de l'IA et la protection des données. Invitation à un événement parallèle sur l'IA pour le Développement Durable Régional organisé par l'Université Foden de Chine. Continuation des activités du Groupe de Travail CSTD sur la Gouvernance des Données dirigé par la Gambie en tant que vice-présidente.

Problèmes non résolus

Les mécanismes spécifiques pour combler la fracture numérique entre pays développés et en développement restent non définis. Les solutions concrètes de financement pour le développement STI dans les pays en développement manquent de plans de mise en œuvre détaillés. Comment prévenir efficacement l'usage abusif de l'IA pour le cyber-terrorisme tout en promouvant l'innovation n'est pas pleinement abordé. Équilibrer la souveraineté des données avec les flux de données transfrontaliers pour le développement de l'IA nécessite une élaboration supplémentaire. Aborder les barrières d'accès technologique créées par les sanctions, embargos et occupation nécessite des solutions juridiques internationales. La standardisation des cadres de gouvernance de l'IA à travers différentes régions et niveaux de développement reste difficile. Les calendriers de mise en œuvre et mécanismes de

responsabilité pour atteindre les objectifs STI d'ici 2030 ne sont pas clairement définis.

Compromis proposés

Adoption de bacs à sable réglementaires pour permettre l'expérimentation sûre de l'IA tout en maintenant la supervision. Développement de modèles de coopération triangulaire combinant les partenariats Sud-Sud avec l'assistance traditionnelle Nord-Sud. Création de plateformes d'innovation ouverte qui équilibrent la protection de la propriété intellectuelle avec le partage des connaissances. Mise en œuvre d'approches graduées de gouvernance de l'IA qui considèrent les différentes capacités nationales et niveaux de développement. Établissement de mécanismes de transfert de technologie qui respectent les priorités des pays donateurs et bénéficiaires Intégration des systèmes de connaissances traditionnels avec les approches STI modernes pour des solutions culturellement appropriées. Développement d'instruments de financement flexibles qui combinent les ressources des secteurs public et privé pour le développement STI.

Questions de suivi

Comment mettre en œuvre la transformation numérique avec quelle priorité et à quel rythme les pays devraient-ils entreprendre leur processus de transformation numérique

Intervenant(e)s : Nilsa Sandra Miquidade (Mozambique); Explication : Ceci a été identifié comme un débat clé pour le Mozambique, indiquant le besoin d'orientation stratégique sur la priorisation et le calendrier des initiatives de transformation numérique.

Comment s'assurer que l'IA reste un outil pour la dignité humaine, et non une arme d'agression, de terreur et d'imposition d'homogénéité

Intervenant(e)s : Mohammad Mohsen Sadr (Iran);

Explication : Ceci soulève des questions critiques sur les cadres de gouvernance de l'IA et les réglementations internationales pour prévenir l'usage abusif de la technologie IA.

Comment développer un agenda africain souverain de science, technologie et innovation qui soit mené par l'Afrique plutôt que déterminé par les donateurs

Intervenant(e)s : Bonginkosi Nzimande (Afrique du Sud);

Explication : Ceci souligne le besoin de recherche sur le développement de stratégies STI autonomes pour l'Afrique qui s'alignent avec les priorités continentales plutôt qu'avec les agendas des donateurs externes.

Comment équilibrer la confidentialité et la protection des données avec l'ouverture et la transparence dans la gouvernance des données

Intervenant(e)s : Délégué de la Gambie;

Explication : Ceci représente une tension de gouvernance fondamentale qui nécessite des recherches supplémentaires sur les cadres politiques qui peuvent atteindre les deux objectifs.

Comment gérer la souveraineté des données tout en permettant des flux de données transfrontaliers de confiance

Intervenant(e)s : Délégué de la Gambie;

Explication : Ceci est un domaine critique pour la recherche sur les mécanismes de gouvernance internationale des données qui respectent la souveraineté nationale tout en facilitant le partage bénéfique des données.

Comment faire progresser une transformation numérique rapide avec des capacités institutionnelles limitées

Intervenant(e)s : Délégué de la Gambie;

Explication : Ceci nécessite de la recherche sur les stratégies de renforcement des capacités et les approches de développement institutionnel pour les pays en développement.

Comment s'assurer que les cadres de gouvernance numérique mondiale restent inclusifs et orientés vers le développement

Intervenant(e)s : Mohammad Mohsen Sadr (Iran);

Explication : Ceci appelle à la recherche sur des modèles de gouvernance inclusifs qui assurent que les pays en développement aient une participation significative dans la gouvernance mondiale de l'IA et du numérique.

Comment combler l'écart technologique entre les pays en développement et développés à l'ère de l'IA

Intervenant(e)s : Délégué de la Palestine;

Explication : Ceci nécessite de la recherche sur les mécanismes pour empêcher l'IA d'élargir les fractures numériques existantes et assurer un accès équitable aux bénéfices de l'IA.

Comment assurer une participation significative des PEID dans la recherche pilotée par l'IA compte tenu de leur infrastructure informatique et de leurs données limitées

Intervenant(e)s : République dominicaine (au nom des PEID);

Explication : Ceci souligne le besoin de recherche sur des modèles alternatifs pour les petits États insulaires en développement pour participer à l'innovation IA malgré les contraintes de ressources.